

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
Cité administrative – Porte J
34, avenue du Maréchal Maunoury
41000 Blois

Blois, le 08/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/04/2023

Contexte et constats

Publié sur 

MBDA France

La Chaudronne
Route départementale 75
41300 Selles-Saint-Denis

Références : VAT n° 20230343 et 2023/683
Code AIOT : 0010001789

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/04/2023 dans l'établissement MBDA France implanté lieu-dit "La Chaudronne" Route départementale 75, 41300 Selles-Saint-Denis. L'inspection a été annoncée le 12/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MBDA France
- Lieu-dit "La Chaudronne" Route départementale 75, 41300 Selles-Saint-Denis
- Code AIOT : 0010001789
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'activité principale de l'établissement est la production (intégration) de missiles.

Les activités de l'établissement sont réglementées par les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°41-2020-10-26-003 du 26 octobre 2020 portant autorisation environnementale d'exploiter un établissement de fabrication et de stockage de produits pyrotechniques au lieu-dit « La Chaudronne » à Selles-Saint-Denis.

L'établissement est classé Seveso seuil haut par la règle de dépassement direct.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Garanties financières "Seveso"
- Mesures ERC
- Autosurveillance
- Confinement des eaux incendie
- Règles de circulation à l'intérieur du site
- Gestion et suivi des EST
- MMR et SGS (revue de direction)
- Conformité d'un bâtiment d'intégration à son EST

L'inspection a notamment visité le bâtiment n°31.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement,

des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Isolement du site	Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 4.2.6	/	Sans objet
7	Etude de sécurité du travail	Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 13.3.3 (sauf 2 derniers alinéas)	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Garanties financières "Seveso"	Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 1.7.3 et 2.8.1	/	Sans objet
2	Mesures ERC	Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 2.1.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 2.6.3	/	Sans objet
4	Situation acoustique	Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 7.2.4	/	Sans objet
6	Circulation dans l'établissement	Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 13.2.5	/	Sans objet
8	Mesures de maîtrise des risques	Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 13.8.1	/	Sans objet
9	Conformité des bâtiments et ateliers aux EST	Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 13.3.3 avant dernier alinéa	/	Sans objet
10	Système de gestion de la sécurité – audits et revues de direction	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 point 7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Garanties financières "Seveso"

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 1.7.3 et 2.8.1
Thème(s) : Autre, Garanties financières "Seveso"
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Avant la mise en services des nouvelles soutes de stockage (G et H), dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet : - le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement - la valeur datée du dernier indice public TP01. Le document attestant de la constitution des garanties financières est délivré par l'un des organismes prévu par l'article R.516-2 du code de l'environnement.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Par un courrier du 16/09/2021 l'exploitant a transmis à la préfecture de Loir-et-Cher un avenant, du 16 juillet 2021 émis par la société NATIXIS (avenant n°3), à l'acte de cautionnement initial n° 725C20208669 du 29 novembre 2011. L'avenant précité contribue d'une part, à porter le montant de la caution en cours de 272 070 € à 282 710 € (ce montant est celui fixé par l'AP du 26/10/2020) et, d'autre part, à proroger la validité du cautionnement en cours du 18/08/2023 au 18/08/2025. Le montant cautionné est calculé sur la base de l'indice TP01 base 2010 de 111,6 (indice d'avril 2019, JO du 19/07/2019).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Mesures ERC

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Efficacité d'une mesure ERC
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] La note synthèse illustrée, produite par un écologue externe, présentant les résultats de l'efficacité de la réalisation de la MR19 et comportant au besoin des recommandations en cas de présence des espèces-cibles, est tenue à disposition de l'inspection des installations classées, et lui est communiquée sur simple demande. . (MR 19 : Limitation des risques de dissémination d'espèces végétales exotiques envahissantes)
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'exploitant a produit une fiche de suivi écologique réalisée par le bureau Biotope (la fiche correspond à la mesure de suivi n°3 -MS3- prévue par l'arrêté préfectoral et visant à s'assurer de l'efficacité de la MR19). Cette fiche qui fait suite à une visite du 18/11/2022, soit une année après la mise en service des nouvelles soutes, précise en introduction que la visite a pour objectif d'évaluer l'efficacité et l'adéquation des mesures concernant les espèces exotiques envahissantes sur la zone du projet (soutes G et H) et destinées à limiter leur propagation. En conclusion la fiche précise : " Les mesures de lutte contre le Raisin d'Amérique ont été mises en place conformément aux prescriptions. Elles ont été suivies tout au long du chantier et après la mise en service en phase d'exploitation. Malgré de rares cas de rejets isolés, ces mesures ont démontré leur efficacité 1 an après la mise en service. Le projet de construction de soutes est conforme à ce qui était prévu. La végétation des talus et soutes est plutôt bien développée malgré un été 2022 très sec. Un ensemencement supplémentaire sera peut-être nécessaire au printemps 2023 pour combler certains manques et éviter les ravines".
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 2.6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rapport de synthèse de l'autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement l'exploitant établit au début de l'année n+1 un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses de l'année n. Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées au 2.6.2 , des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.</p> <p>Le rapport précité est transmis annuellement à l'inspection des installations classées.</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations : Le rapport de synthèse de l'autosurveillance de l'année 2021 a été transmis à l'inspection des installations classées par courrier du 10/05/2022 (celui de l'année 2020 a été transmis par courrier du 30/03/2021). Le rapport qui porte sur les rejets eau et air de l'établissement présente un synthèse des résultats de l'autosurveillance, interprète les résultats obtenus ainsi que ceux des mesures comparatives. Le rapport comporte un paragraphe libellé "causes et amplitudes des écarts constatés". Pour l'année 2022 le rapport de synthèse a été transmis par courrier du 27/03/2023.</p> <p>Globalement les résultats sont conformes aux valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral, sauf pour la concentration en CO des rejets atmosphériques de la chaudière bois. Les mesures réalisées les 8 et 9 septembre 2022 mettent en effet en avant une concentration mesurée de 574 mg/Nm³ pour une limite fixée à 250 mg/Nm³. Devant cette situation l'exploitant a fait réaliser une contre-mesure le 1er décembre 2022 qui a montré un retour à une situation conforme.</p> <p>Par ailleurs, dans le bilan 2022 l'exploitant précise qu'un contrôle de l'efficacité énergétique prévu fin 2023 a été avancé à début 2023 afin de déceler un éventuel défaut de combustion pouvant expliquer le dépassement mesuré de la concentration en CO.</p> <p>Lors de l'inspection l'exploitant a précisé que le remplacement de la chaudière bois était prévu sur les années 2025-2026.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Situation acoustique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 7.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures périodiques des niveaux sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 5 ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée. Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Par un courrier du 18 mars 2022 l'exploitant a transmis au préfet un rapport de mesure de la situation acoustique du site réalisée les 1 et 2 mars 2022. Ce rapport établi par la société DEKRA ne met en avant aucun dépassement des valeurs limites réglementaires, tant pour la valeur en limite de site que pour le critère d'émergence dans les zones à émergence réglementée. A noter que les emplacements retenus pour les points de mesure correspondent à ceux fixés par l'arrêté préfectoral du 26/10/2020.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Isolement du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 4.2.6
Thème(s) : Risques accidentels, Isolement du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un système doit permettre l'isolement du réseau de fossés collectant les eaux résiduaires et les eaux résultant d'un éventuel incendie de l'établissement par rapport à l'extérieur. Les dispositifs constituant le système sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande [...].
Constats : Il n'existe pas de système d'isolement par rapport à l'extérieur des réseaux de fossés du site collectant les eaux résiduaires et les eaux résultant d'un éventuel incendie pour l'ensemble de l'établissement, mais un système pour quelques bâtiments dont les plus récents. Aussi, l'exploitant produira à l'inspection des installations classées d'une part, un état des lieux des bâtiments / installations sans dispositif de confinement et, d'autre part, pour ces bâtiments/ installations un descriptif des solutions techniques envisagées avec pour chacune d'elles le planning de réalisation envisagé.
Observations : L'exploitant a indiqué que le réseau de fossés du site dispose de trois exutoires, un au nord (toutes les activités sont exercées sur une large moitié sud du site), un au sud et un à l'ouest de l'établissement. Le principal exutoire des eaux résiduaires et des eaux incendie étant celui situé à l'ouest vers la propriété de "La Sujetterie". L'exploitant a précisé que toutes constructions réalisées depuis l'année 2019 sont équipées de dispositifs permettant de confiner leurs eaux incendie sur le site. Pour les autres bâtiments à l'exception des bâtiments n°17 et n°31 l'exploitant dispose d'études techniques définissant les moyens à mettre en œuvre pour que le confinement des eaux incendie soit réalisé à l'intérieur de l'établissement. Concernant la partie sud du site, il est prévu de la remanier complètement dans le cadre du schéma directeur de l'établissement à une échéance de 5 à 10 ans. Dans ce contexte l'exploitant a indiqué qu'aucuns travaux ne seraient réalisés. Concernant les bâtiments d'intégration il convient par ailleurs de préciser que leurs seuls rejets sont constitués des eaux domestiques traitées par des micro stations d'épuration.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Circulation dans l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 13.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Règles de circulation à l'intérieur de l'établissement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Prescription à diffusion restreinte (Cf annexe confidentielle).
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Les règles de circulation à l'intérieur de l'établissement sont précisées dans une consigne générale de sécurité qui s'applique particulièrement pour les activités réalisées dans l'enceinte pyrotechnique (art R.4462-6 du code du travail). A l'entrée du site les consignes et règles de sécurité, qui comprennent un volet circulation (piétons et véhicules) sont commentées par le gardien qui les remet à chaque visiteur. Sur le site la vitesse est limitée à 40 km/h et cette limitation est rappelée par panneaux sur les voiries internes à l'établissement. L'exploitant dispose d'un radar pédagogique régulièrement déplacé sur le site. Par sondage, l'inspection a constaté que les voies de circulation sont bien délimitées, en bon état et utilisables sans difficulté particulière par les engins des services d'intervention. (Des informations complémentaires sont présentées en annexe confidentielle)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Etude de sécurité du travail : bâtiment 31

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 13.3.3 (sauf 2 derniers alinéas)
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des études de sécurité du travail
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Prescription à diffusion restreinte (cf annexe confidentielle).
Constats : Le réexamen quinquennal de l'EST du bâtiment n°31 n'a pas été réalisé en temps voulu.
Observations : L'exploitant dispose d'un tableau de suivi de ses études de sécurité du travail (EST). Un retard d'une année a été constaté dans le réexamen quinquennal de l'EST du bâtiment n°31, non réalisé à ce jour. (Des informations complémentaires sont présentées en annexe confidentielle)
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Mesures de maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 13.8.1
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des mesures de maîtrise des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Prescription à diffusion restreinte (cf annexe confidentielle).
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations : L'exploitant dispose d'une liste de mesures de maîtrise des risques (MMR) intégrée à son système de gestion de la sécurité (SGS).</p> <p>Lors de l'inspection le contrôle du suivi de quelques MMR choisies aléatoirement dans le bâtiment 31 n'a pas mis en avant d'écart particulier.</p> <p>Lors de l'inspection il a été vérifié par sondage le respect de 4 MMR :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Continuité électrique des sols : Contrôle par DEKRA du 01 au 05/08/2022, à raison de 8 points de mesure par cellule et 15 points de mesure par couloir. Le rapport indique pour chaque point de mesure, les valeurs minimales et maximales mesurées. Toutes les valeurs sont inférieures au seuil maximum fixé par MBDA à 1 M Ohm. - Conformité des installations de protection contre la foudre : Visite visuelle réalisée par DEKRA en 2022. Deux observations pour le site, aucune observation pour le bâtiment n°31. - Contrôle réglementaire des installations électriques : Visite DEKRA du 01 au 10/08/2022. Deux observations : absence de continuité sur un bloc d'éclairage, 1 BAES à changer : Travaux faits par la société IDEX (Cf base de données SHERLOK qui est un outil de suivi réalisé par DEKRA). - Contrôle des RIA : Visite du 3/08/2022 par la société Chubb pour l'ensemble des RIA du site. Rien à signaler pour les RIA du bâtiment n°31. - Contrôle des extincteurs : Visite du 3/08/2022 par la société Chubb. Les 32 extincteurs du bâtiment 31 sont en bon état. <p>(Des informations complémentaires sont présentées en annexe confidentielle)</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Conformité des bâtiments et ateliers aux EST

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 13.3.3 avant dernier alinéa
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité d'un bâtiment d'intégration à son EST
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Prescription à diffusion restreinte (cf annexe confidentielle).
Constats : Pas d'écart constaté
<p>Observations : Toutes les dispositions de l'EST, présentées dans la partie "prescription contrôlée" ont été regardées dans le bâtiment 31. Aucun écart n'a été relevé.</p> <p>(Des informations complémentaires sont présentées en annexe confidentielle)</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Système de gestion de la sécurité - audits et revues de direction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 point 7
Thème(s) : Risques accidentels, Système de gestion de la sécurité – audits et revues de direction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité. L'analyse documentée est menée par la direction : résultats de la politique mise en place, système de gestion de la sécurité et mise à jour, y compris prise en considération et intégration des modifications nécessaires mentionnées par l'audit.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Lors de l'inspection les procédures relatives à l'évaluation de la mise en œuvre de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité n'ont pas été examinées. Seul le compte-rendu de la dernière revue de direction qui s'est tenue le 07/02/2023 a été demandé à l'exploitant. Concernant la Politique de Prévention des Accidents majeurs (PPAM) le compte-rendu de la revue de direction précise : "La politique SSE MBDA France 2021 ainsi que la Politique de Prévention des Accidents Majeurs de SSD n'ont pas fait l'objet de modification en 2022. La PPAM est toujours communiquée aux entreprises in-situ". Concernant la performance du SSE (qui intègre le SGS), la revue de direction aborde en particulier les points suivants : - respect des obligations de conformité aux exigences égales et autres : AP de 2020, Actions Post Lubrizol sur le POI, suivi des MMR, rex accidentologie, avis d'incident, non-conformités et actions correctives (le plan d'actions reste sous maîtrise), formations, résultats d'audits...
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet